



Avis conforme N° 2019-132

Saisine par autorité administrative : commune de Moulinet
Numéro de dossier : DP 006 086 19 H 00003
Pétitionnaire : FIARD Guy
Adresse : 27 rue Garibaldi, 06500 CASTELLAR
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national (ayant pour objet de réduire les impacts ou d'accroître l'autonomie énergétique d'une construction en cœur)
Nom du projet : régularisation d'un panneau solaire
Localisation : parcelles n°359 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 3,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu la demande d'avis conforme de la commune de Moulinet en date du 26 mars 2019 et relatif au dossier de déclaration préalable n°DP 006 086 19 H 00003,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 26 avril 2019,

Considérant que les travaux présentés au dossier de déclaration préalable portent sur le remplacement d'un panneau solaire hors d'usage installé sur le toit du chalet d'habitation, par un nouveau panneau solaire légèrement plus grand (+0,5 m²) et composé de matériaux visuellement différents,

Considérant que cette modification d'aspect extérieur pré-existe à la déclaration, cette dernière ayant pour objectif de demander la régularisation administrative des travaux,

Considérant que ces travaux peuvent être régularisés dans la mesure où il permette au minimum, de maintenir le niveau d'autonomie énergétique du chalet d'habitation en permettant de réduire l'utilisation du groupe électrogène existant à proximité, et au maximum, de l'accroître par l'utilisation d'un module photovoltaïque plus performant,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de régularisation des travaux tels que décrits au dossier n°DP 006 086 19 H 00003 déposé par Monsieur FIARD Guy.

Ces travaux correspondent à la modification de l'installation solaire existante sur le toit du chalet d'habitation, par remplacement d'un panneau photovoltaïque hors d'usage, le chalet étant situé parcelles n°359 section B commune de Moulinet – lieu-dit Abietta ;

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme n'est assorti d'aucune prescription.

Article 3 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 4 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

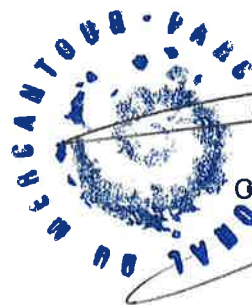
Article 5 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 6 : Publication

Le présent avis sera communiqué au maire de la commune de Moulinet, et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 6 mai 2019

 Directeur
Christophe VIRET

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.